



ASSOCIATION DES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE

STATUTS

ARTICLE 1 - CONSTITUTION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre “LES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE”.

ARTICLE 2 - OBJET

L’association se donne pour objet :

- 2.1 - de fédérer des communes qui, satisfaisant aux critères de qualité définis par la charte annexée aux présents statuts et précisés dans le Règlement Intérieur, sont classées “Plus Beaux Villages de France” et reçoivent de l’Association qui en est propriétaire le droit d’utiliser cette marque dans les conditions définies par ladite charte,
- 2.2 - de constituer pour tous ses membres un lieu d’échanges d’expériences et de recherches en commun en vue de mieux assurer la protection et l’aménagement, la mise en valeur et le développement économique et social des plus beaux villages français,
- 2.3 - de mieux faire connaître à l’opinion française et internationale, grâce à des actions de promotion à caractère général ou culturel, l’une des plus importantes richesses touristiques et architecturale de la France,
- 2.4 - de susciter de la part des Pouvoirs Publics, par tous moyens appropriés, une meilleure prise de conscience de la situation de petites communes rurales qui, durement frappées par l’exode agricole et la dévitalisation, doivent continuer à préserver et entretenir un patrimoine d’intérêt national.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de l’association est fixé à la mairie de Collonges-la-Rouge (Corrèze).

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d’Administration ratifiée par l’Assemblée Générale.

ARTICLE 4 - COMPOSITION

L'Association se compose :

- 4.1 - de membres actifs constitués par toutes personnes physiques ou morales qui, ayant satisfait aux critères d'admission définis aux articles 5 et 7 § 7.1 et pouvant être précisés par le Règlement Intérieur ou, pour les Communes, par la charte de qualité des Plus Beaux Villages de France, ont adhéré à son objet. Sous réserve d'être à jour de leurs cotisations, à l'exception des membres du collège n° 2 qui en sont dispensés, tous les membres actifs participent de droit avec voix délibérative à l'Assemblée Générale.
- 4.2 - de membres associés qui, ayant satisfait aux critères d'admission définis aux articles 6 et 7 § 7.2 et pouvant être précisés par le Règlement Intérieur, ont adhéré aux Clubs des prestataires ou des Amis des Plus Beaux Villages de France créés par l'Association et sont à jour de leur cotisations. Les membres associés ne participent à l'Assemblée Générale, avec voix consultative, que s'ils y sont convoqués par l'Association.

ARTICLE 5 - MEMBRES ACTIFS

Sont membres actifs de l'Association :

- 5.1 - les personnes morales constituées par les Municipalités des Communes qui, ayant satisfait aux critères de sélection définis par la charte de qualité annexée aux statuts et s'étant engagées par la signature de ladite charte à en respecter toutes les clauses, ont été classées "Plus Beaux Villages de France" et, par voie de conséquence, admises dans l'Association. Chaque municipalité adhérente est représentée par son Maire ou un membre du Conseil Municipal désigné par délibération. Les Communes admises dans l'Association constituent le collège n° 1 des membres actifs.
- 5.2 - les personnes physiques ayant siégé en tant que maires au sein du bureau provisoire préalable à la constitution officielle de l'association ainsi que des personnalités qui, choisies par l'association, ont adhéré à son objet et participé d'une manière significative à la promotion et au soutien des actions qu'elle conduit au bénéfice des villages classés. Ces personnes constituent le collège n° 2 des membres actifs.
- 5.3 - les personnes morales, associations ou entreprises de toutes natures juridiques qui, adhérant à l'objet de l'Association, lui apportent un concours technique et/ou financier. Représentées par leur président ou gérant ou par tout autre personne dûment mandatée, ces personnes morales constituent le collège n° 3 des membres actifs.

Tous les membres actifs participent avec voix délibérative aux travaux des différentes instances de l'Association dont ils sont membres de plein droit (Assemblée Générale) ou auxquelles ils ont été élus (Conseil d'Administration, Bureau, Commissions Communication, Développement et Qualité). Ils s'interdisent toutes considérations politiques et confessionnelles proscrites des activités de l'Association et étrangères à son objet.

ARTICLE 6 - MEMBRES ASSOCIES

Sont membres associés de l'Association :

- 6.1 - dans le cadre du Club des prestataires des Plus Beaux Villages de France, toutes les personnes physiques ou morales qui, exerçant une activité professionnelle sur le territoire des communes classées "Plus Beaux Villages de France" concourent à la qualité de l'accueil et à la notoriété des villages classés : hôteliers, restaurateurs, propriétaires-exploitants d'équipements d'hébergement et loisirs, producteurs de produits du terroir, artisans ... Tous les membres de ce Club des Prestataires sont admis dans l'Association et bénéficient du droit

d'utiliser la marque sous la triple condition d'en faire la demande écrite à l'Association, de satisfaire à des critères de qualité définis dans le cadre de la politique de vente de séjours conduite par l'association et d'être à jour de leurs cotisations annuelles fixées par l'assemblée générale.

6.2 - dans le cadre du Club des Amis des Plus Beaux Villages de France, toutes les personnes physiques ou morales qui adhèrent aux buts poursuivis par l'Association et sont à jour de leurs cotisations annuelles fixées par l'assemblée générale.

ARTICLE 7 - ADMISSION

7.1 - Membres actifs

Toute personne morale ou physique désirant devenir membre actif de l'Association en adresse la demande écrite au Président. Le Bureau statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admissions. Les décisions du Bureau sont ratifiées par le Conseil d'Administration.

En ce qui concerne les communes candidates au collège n° 1, leur admission est prononcée par la Commission Qualité. La décision d'admission est prise à l'issue d'une procédure d'instruction ayant pour objet de s'assurer que chaque commune candidate satisfait aux critères définis par la charte de qualité des Plus Beaux Villages de France approuvée par l'Assemblée Générale et annexée aux statuts. L'admission des communes candidates dans l'Association et le droit consécutif d'utiliser la marque "Les Plus Beaux Villages de France" prennent effet avec la signature de la charte de qualité par le Maire de chaque commune candidate.

7.2 - Membres associés

Toute personne morale ou physique désirant devenir membre associé de l'Association par adhésion au Club des Prestataires ou au Club des Amis des Plus Beaux Villages de France en adresse la demande à l'Association.

La décision d'admission est prise :

- par la Commission Développement pour les demandes d'adhésion au Club des Prestataires après vérification du respect des critères définis à l'article 6 § 6.1,
- par le Président pour les demandes d'adhésions au Club de Amis.

ARTICLE 8 - RADIATION

8.1 - Membres actifs

La qualité de membre actif se perd par démission, radiation ou décès.

Toute démission doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président de l'Association, accompagnée pour les membres actifs du collège n° 1 d'une délibération motivée du Conseil Municipal. Elle est entérinée par le Bureau pour les membres des collèges n° 2 et 3, par la Commission Qualité pour ceux du collège n° 1. Actée par lettre recommandée avec A.R. adressée par le président, la démission entraîne pour les communes, conformément aux dispositions de la charte de qualité, le retrait du classement parmi "Les Plus Beaux Villages de France" et du droit d'utiliser la marque.

La radiation intervient pour tous les membres actifs par défaut de paiement des cotisations annuelles ou pour infraction grave aux Statuts ou au Règlement Intérieur. En outre pour les membres actifs du collège n°1, la radiation intervient chaque fois qu'une commune ne satisfait plus aux critères de sélection et aux engagements qu'elle a souscrits en signant la charte de qualité des Plus Beaux Villages de France. La radiation est prononcée :

- par le Bureau pour les membres actifs des collèges 2 et 3 après que l'intéressé ait été invité par lettre recommandée avec A.R. à se présenter devant le Bureau pour fournir toutes explications,

- par la Commission Qualité pour les communes du collège n° 1 selon la procédure définie par la charte de qualité.

Toute radiation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec A. R et entraîne pour les communes le retrait du classement parmi "Les Plus Beaux Villages de France" et du droit d'utiliser la marque.

8.2 - Membres associés

Pour les personnes morales ou physiques constituant le Club des Prestataires des Plus Beaux Villages de France, la qualité de membre associé se perd par décès, démission notifiée au Président par lettre recommandée avec A. R. ou par radiation. Prononcée par la Commission Développement, la radiation intervient pour non paiement des cotisations ou non respect des critères définis à l'article 6 § 6.1. Elle entraîne automatiquement la perte du droit d'utiliser la marque "Les Plus Beaux Villages de France".

Pour les personnes physiques ou morales constituant le Club des Amis des Plus Beaux Villages de France, la qualité de membre associé reste acquise par le paiement des cotisations annuelles fixées par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 9 - COTISATIONS

Tous les membres actifs et associés versent à l'Association, à l'exception de ceux siégeant au collège n° 2 qui en sont exemptés, une cotisation dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale. Pour les communes constituant le collège n° 1, la cotisation résulte du produit d'un montant fixé par habitant par l'Assemblée Générale par l'effectif de la population dite sans doubles comptes résultant du recensement général de population le plus récent de l'INSEE et plafonnée à 2000 habitants.

ARTICLE 10 - RESSOURCES

Les ressources de l'Association proviennent :

- du montant des cotisations et souscriptions de ses membres,
- des subventions de l'état, des départements, régions, communes et, par extension, de tous établissements publics ou autres,
- des dons et legs qui peuvent légalement lui être consentis,
- des recettes engendrées par ses activités : colloques, éditions, publications, manifestations et initiatives diverses,
- des rétributions perçues pour services rendus,
- des concours qui peuvent lui être attribués par des personnes morales ou physiques au titre d'actions de mécénat ou de sponsoring,
- de la cession sous quelque forme que ce soit à des tiers des droits d'utilisation de la marque "Les Plus Beaux Villages de France".

ARTICLE 11 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Association est dirigée par un Conseil composé d'au maximum 28 membres actifs élus sur proposition du bureau sortant par l'Assemblée Générale pour une durée de 6 ans et rééligibles dont 14 au maximum représentent le collège n°1 et 14 au maximum les collèges n°s 2 et 3.

Le Conseil d'Administration est renouvelé au cours de la première Assemblée Générale suivant les élections municipales sur proposition établie, après appel de candidatures, par le bureau sortant de l'Association.

En cas de vacances, consécutives à démissions ou radiations, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date où devait normalement expirer le mandat des personnes remplacées.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout membre du Conseil qui, sans motifs valables, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, sera considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut faire partie du Conseil s'il n'est pas membre actif de l'Association.

Présidé par le Président de l'Association ou par tout autre membre du Bureau auquel il a donné délégation, le Conseil d'Administration définit et soumet au vote de l'Assemblée Générale la politique générale et les budgets de l'Association. Il entérine les décisions prises par les Commissions Communication, Développement et Qualité dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues aux articles 14, 15 et 16 des présents statuts.

ARTICLE 12 - BUREAU

Le Bureau de l'association est composé d'au maximum 17 membres actifs (1 président, 6 vice-présidents, 1 secrétaire, 1 secrétaire-adjoint, 1 trésorier, 1 trésorier-adjoint et 6 membres) élus pour 6 ans et rééligibles dont :

- 7 au maximum sont désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres au titre du collège n°1, auxquels s'ajoutent 3 membres représentant chacun l'une des trois commissions techniques (Communication, Développement, Qualité) également désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres ou non au titre du collège n° 1,

- 7 au maximum sont désignés par le Conseil d'Administration parmi ses membres au titre des collèges n°s 2 et 3.

En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Présidé par le Président de l'Association ou par tout autre membre du Bureau auquel il a donné délégation, le Bureau exécute la politique et les budgets définis par le Conseil d'Administration et votés par l'Assemblée Générale. Il assure le suivi régulier de la gestion de l'Association et en rend compte au Conseil d'Administration.

ARTICLE 13 - ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale comprend tous les membres actifs de l'Association et se réunit au moins une fois par an. Elle peut se réunir en assemblée extraordinaire soit sur décision du Conseil d'Administration, soit à la demande écrite d'un tiers de ses membres actifs.

Dans tous les cas, les membres de l'association sont convoqués, au moins quinze jours à l'avance, par lettre individuelle adressée par le Président ou le Secrétaire et indiquant l'ordre du jour.

Présidée par le Président de l'Association ou par tout autre membre du Bureau auquel il a donné délégation, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve la politique générale et les budgets de l'Association qui lui sont proposés par le Conseil d'Administration. Elle donne délégation au Bureau pour assurer le suivi de l'activité et de la gestion de l'Association.

ARTICLE 14 - COMMISSION QUALITE

La Commission Qualité a pour objet de veiller à l'application des dispositions de la charte de qualité des Plus Beaux Villages de France. Agissant sur délégation de l'Assemblée Générale, elle a pour mission :

- de modifier en tant que de besoin les dispositions de la charte de qualité ainsi que la méthode d'expertise des villages candidats et de réexpertise des villages déjà classés,
- d'instruire les candidatures de communes au collège n° 1 et de se prononcer sur leur classement et leur admission au sein de l'Association après avoir vérifié ou fait vérifier qu'elles satisfont aux critères de sélection définis par la charte de qualité,
- de se prononcer sur toutes les demandes de démission émanant des communes adhérentes,
- de se prononcer sur les déclassements et radiations des communes ne satisfaisant plus aux critères de sélection et aux engagements définis par la charte de qualité.

La Commission Qualité est composée d'au maximum 36 membres actifs élus sur proposition du Bureau sortant par l'Assemblée Générale pour une durée de 6 ans et rééligibles dont :

- 18 au maximum représentent le collège n° 1, auxquels s'ajoutent obligatoirement 3 représentants du Conseil d'Administration dont le président de l'association,
- 18 au maximum représentent les collèges n°s 2 et 3 ou sont des personnalités qualifiées désignées pour y siéger à titre d'expert.

ARTICLE 15 - COMMISSION COMMUNICATION

Créée en application d'une résolution de l'Assemblée Générale du 4 novembre 1995, la Commission Communication a pour objet de proposer, suivre et évaluer, sous l'autorité du Président et du Bureau, les actions de communication conduites par l'Association en conformité avec les orientations définies par le Conseil d'Administration et approuvées par l'Assemblée Générale :

- relations avec les médias français et étrangers : presse écrite, radio, télévision,
- conception et organisation de campagnes et d'événements promotionnels,
- conception et diffusion de produits porteurs de la marque Les Plus Beaux Villages de France.

La Commission Communication est composée d'au maximum 18 membres élus sur proposition du Bureau sortant par l'Assemblée Générale pour une durée de 6 ans et rééligibles dont :

- 11 représentent le collège n° 1, auxquels s'ajoutent obligatoirement 2 représentants du Conseil d'Administration dont le président de l'association,
- 5 représentent les collèges n° 2 et 3.

ARTICLE 16 - COMMISSION DEVELOPPEMENT

Créée en application d'une résolution de l'Assemblée Générale du 4 novembre 1995, la Commission Développement a pour objet de proposer, suivre et évaluer, sous l'autorité du Président et du Bureau, les actions de développement conduites par l'Association en conformité avec les orientations définies par le Conseil d'Administration et approuvées par l'Assemblée Générale :

- protection, promotion et gestion commerciale de la marque déposée,
- suivi de la conception et de la mise en marché de l'offre de séjours et circuits de découverte des Plus Beaux Villages de France,
- concession de la marque aux prestataires sélectionnés pour constituer l'offre mise en marché.

La Commission Développement est constituée d'au maximum 28 membres dont :

- 13 au maximum sont élus sur proposition du Bureau sortant par l'Assemblée Générale parmi les membres actifs du collège n° 1, auxquels s'ajoutent obligatoirement 2 représentants du Conseil d'Administration dont le président de l'association,

- 13 au maximum sont désignés par le Bureau pour représenter les prestataires définis à l'article 6 § 6.1 des présents statuts.

ARTICLE 17 - REGLEMENT INTERIEUR

Un Règlement Intérieur est établi et modifié en tant que de besoin par le Bureau et ratifié par le Conseil d'Administration. Il a force obligatoire envers tous les adhérents. Il peut être soumis à l'approbation éventuelle de l'Assemblée Générale, afin de le rendre, si nécessaire, opposable aux tiers.

ARTICLE 18 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres actifs présents en assemblée générale, la liquidation sera réalisée dans les conditions prévues par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Le Président

Le Trésorier

Le Secrétaire

Maurice CHABERT

Henri BASSALER

Pierre JASSAUD